



La France déconfinée au mois de mai et rétrogradée...

iBonjour Christian DE

J'espère que toi et tes proches allez bien. La période que nous avons connue, et qui n'est pas encore finie, est bien particulière, en plus d'être inédite. Le temps du confinement et du déconfinement pour tenter de venir à bout de la Covid-19 a démontré bien des choses dans la gestion de la puissance publique, à la fois sur l'axe sanitaire et pour tout le reste, économie, social, discours publics... Il y aurait eu pourtant beaucoup de choses à faire différemment pour gérer cette crise. Sur le point de vue sanitaire, entre l'accès au moyen de protection, les dépistages, puis les informations aux populations, les annonces des contrôles, puis les contrôles (policiers, médicaux, numériques)... Les réflexions sur la biopolitique, les expériences des associations et militant·e·s de la lutte contre le VIH-sida auraient peut-être permis un traitement différent, une approche qui aurait permis de lutter au mieux contre la maladie, et d'agir avec efficacité, méthode et intelligence dans cette période, notamment avec les modifications des interactions sociales que cela engendrait. Avec cette crise, ce sont aussi la solidarité, les acteurs associatifs, la force publique qui ont démontré leur utilité, leur force et leur absolue nécessité. Il faut espérer que ces leçons soient retenues. Celles qui n'ont pas été retenues, de leçon, malheureusement, ce sont celles du classement de l'ILGA-Europe sorti en 2019. La France y enregistrait une chute forte de son score ET de son rang parmi les 49 pays d'Europe scrutés par les associations. Cette année encore, pour la 3e année de mandature de Macron et de sa majorité, la France continue sa chute, d'autant plus forte que la première analyse aurait dû être une alerte grave pour cette majorité. Mais il aurait fallu que le combat pour l'égalité et l'émancipation soit digne d'intérêt pour elle. Le résultat est donc sévère, et il est à retrouver plus bas. Alors que la France avait obtenu 73 % de satisfaction des critères ILGA-Europe et avait atteint la 5e place en Europe jusqu'en 2018 – grâce à l'action de la majorité socialiste, de gauche – elle tombe à la 13e place et finit avec un score de tout juste 56 %, à peine au-dessus de la moyenne. La politique ne saurait se résumer à de la – mauvaise – communication. Il faut reprendre le chemin de l'égalité et de l'émancipation !

À retrouver :

- **La chute de la France au classement ILGA-Europe**
- **Les positions de la France ces dernières années dans les classements ILGA-Europe**
- **Pour le 17 mai, intégrer politiquement les combats LGBTI+ pour enfin reprendre le chemin de l'égalité**
- **Une enquête de l'UE sur les conditions de vie des LGBTI démontre tout le travail qu'il reste à faire**
- **Rapport SOS Homophobie 2020 et chiffres de l'Intérieur : l'inquiétant paysage des LGBTphobies françaises**
- **Rapport SOS Homophobie 2020 et chiffres de l'Intérieur : l'inquiétant paysage des LGBTphobies françaises**
- **Nos outils pour la campagne municipales**
- **Des dates à retenir**

Pour la 2e fois consécutive, après analyse des actions et décisions prises depuis le début du mandat d'Emmanuel Macron, ILGA-Europe continue de dégrader la France dans son

classement avec un recul historique, marque de l'absence totale de réflexion politique sur les questions LGBTI de la part de la majorité macroniste. En 2019, HES avait souligné l'aspect historique de la baisse de la note de la France, due déjà à l'incapacité du gouvernement à envisager les questions LGBTI et à travailler avec les associations sur les revendications qu'elles portent. HES faisait déjà part de sa crainte de voir les années suivantes rester sur la même trajectoire, les faits lui donnent raison et pire encore !



Places de la France au classement LGBT d'ILGA-Europe Depuis des années, l'ILGA-Europe analyse la situation des droits des personnes LGBTI dans les pays d'Europe. Elle livre un classement annuel des pays avec une échelle puis un taux de remplissage des critères qu'elle établit et qui sont mis à jour régulièrement. Le classement de 2020 représente une chute sans précédent pour la France dont les lois et les politiques nationales n'évoluent plus, alors que celles de nos voisins continuent de prendre en compte les réalités de la société et des personnes et familles LGBTI. Le désintérêt du gouvernement est évident.



Pour le 17 mai, intégrer politiquement les combats LGBTI+ pour enfin reprendre le chemin de l'égalité 7 ans déjà. 7 années que le mariage est désormais une institution légalement ouverte à tous les couples, grâce à la loi Taubira, promulguée dès la 1re année de mandat présidentiel, malgré l'hostilité que la mobilisation de mouvements religieux réactionnaires a suscité. Ce vote a été une avancée très importante pour les droits, attendue, promise par la gauche. C'est désormais un jalon de l'histoire de la République. Mais ce n'était pas la seule avancée, le seul travail que le dernier quinquennat a produit.



Une enquête de l'UE sur les conditions de vie des LGBTI démontre tout le travail qu'il reste à faire « Est-ce l'espoir ou la peur qui l'emporte chez les personnes LGBTI en Europe ? », avec ce titre accrocheur, l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne délivre des chiffres intéressants sur la vie des personnes LGBTI en Europe. Car l'enquête porte non seulement sur les 27 États membres, mais aussi sur le Royaume-Uni, la Serbie et la Macédoine du Nord. Ces 2 derniers pays étant des candidats officiels à l'entrée dans l'Union...



Rapport SOS Homophobie 2020 et chiffres de l'Intérieur : l'inquiétant paysage des LGBTphobies françaises Ce lundi 18 mai est sorti le traditionnel rapport annuel de SOS Homophobie sur les LGBTphobies en France. Ce rapport est un outil précieux pour apprécier la réalité d'une société où les haines anti-LGBTI ont pu grimper par à-coups dans les dernières années. Presque à chaque fois à l'occasion de débats où la motivation davantage électoraliste que politique a mené à une libération des discours de haine. Les débats sur le PJJ Bioéthique avec l'ouverture de la PMA à toutes les femmes n'y ont pas échappé.



La PMA reportée, épisode 21, et bientôt aux oubliettes de la maison Macron ! En politique, les promesses n'engagent que ceux qui y croient... C'est un nouveau recul, une dérobade de plus, une énième injure faite aux lesbiennes, seules ou en couples, aux militantes et aux militants de l'égalité des droits que la majorité vient d'annoncer ! Tout ça au lendemain de la journée mondiale contre les haines anti-LGBTI, le 17 mai, après que la France ait connu le plus gros recul pour les droits des personnes LGBTI des 10 dernières années au classement d'ILGA-Europe



Les outils de la campagne municipale, toujours disponible Pour ces municipales, HES avait formulé 20 propositions. La drôle de campagne qui reprendra bientôt pour un second tour annoncé ce 28 juin n'aura pas permis de valoriser pleinement les questions de lutte contre les discriminations et les combats pour l'égalité. Toutes nos propositions restent cependant disponibles en ligne, également en version PDF, et nos outils de communications, nos visuels, sont toujours accessibles sur notre site.

De : HES LGBTI+ <webmaster@hes.lgbt>

Envoyé : jeudi 10 décembre 2020 22:32

À :

Objet : Classement de la France par l'ILGA-Europe : les mensonges grossiers du gouvernement



Classement de la France par l'ILGA-Europe : les mensonges du gouvernement LREM pour tenter de cacher près de 4 années perdues pour les droits LGBTI+

La ministre chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, de la Diversité et de l'Égalité des chances, Mme Moreno, a osé un communiqué mensonger dans lequel elle prétend que la France retrouvait enfin le top 10 des pays dans le classement de l'ILGA-Europe depuis 2013 (ce qui est un mensonge inacceptable), se satisfaisant d'un score plus bas que celui qu'elle avait atteint avant l'arrivée de LREM au pouvoir.

On savait ce gouvernement roitelet de la communication-récupération autosatisfaite plutôt que de l'action débouchant sur des résultats. Mais le ministère chargé de l'Égalité entre les femmes et les hommes, de la Diversité et de l'Égalité des chances décide, là, d'user de manipulations et de mensonges qui travestissent les faits, pour tenter de couvrir ses retards constants sur les droits LGBTI. **Le communiqué de la ministre :**

<https://twitter.com/1ElisaMoreno/status/1337079159282085894/photo/1>

La France a connu une chute historique au classement en 2020 par la faute de LREM

En mai 2020 (ce classement sort une seule chaque année pour le 17 mai, journée mondiale IDAHOTB), la France chutait à la 13e place avec un score de 56 %, qui était une chute, historique et hélas fondée, en vertu de l'inaction du gouvernement sur les questions LGBTI et de son incapacité à intégrer politiquement les combats des associations. L'État Macron avait déjà grossièrement tenté, en vain, à la sortie du rapport et classement 2020, de faire pression pour « corriger » à son avantage. En vain ! Il tente à présent une nouvelle manipulation opportuniste. Députés élus, deux Premiers ministres venus de la droite LR, ministres ouvertement homophobes nommés, subitement affichés comme « progressistes », plainte sur les « manif pour tous (LMPT) » soi-disant maltraités et humiliés sous la gauche, [discours énamourés à l'épiscopat français](#), amitiés bien médiatisées entre le président et des soutiens clairs de LMPT, tragiques épisodes autour d'Agnès Thill, alliances fréquentes avec la droite anti-LGBT aux élections locales en 2020, discours injurieux venant des membres de la majorité LREM lors de débats parlementaires... Rien n'est oublié et rien ne saurait faire croire à la sincérité réelle de LREM sur les droits LGBTI+

LREM : la com' grossière plutôt que les vraies actions Prétendre, comme la ministre le fait, que la France réintégrerait subitement le « Top 10 » des pays pour la 1re fois depuis 2013 est non seulement faux, mais une grossière et ridicule manœuvre qui dessert la prétendue attention portée ce gouvernement aux questions LGBTI. S'il s'y intéressait vraiment, il saurait que la France a retrouvé une place dans le top 10 dès 2013 (avec la gauche), en 7e place, précisément, grâce à la loi Taubira et a été, successivement 8e, 11e, 8e, 5e, 6e, entre 2013 et le printemps 2018 (année bilan de 2017, la dernière année de la majorité de gauche à l'Assemblée nationale). Les scores de la France, eux sont passés de 6

(sur une échelle de 1 à 12) en 2012 jusqu'à atteindre 73 % en 2018, après toutes les mesures passées pour les droits LGBTI, les règlements et circulaires et les applications du 1er et très novateur plan LGBT. Que la ministre se réjouisse que la France soit 4e, à ce stade temporairement, est une chose positive et logique, mais elle oublie hypocritement de préciser que le score actuel de 68 % est encore en dessous de celui que la France obtenait à l'arrivée de LREM, et que celle-ci l'a fait chuter à 56 % l'année passée ! Retrouvez l'historique des classements de la France par l'ILGA-Europe : <https://hes.lgbt/places-de-la-france-au-classement-lgbt-dilga-europe/>

Un plan à peine sorti, sans moyens ni boussole, qui théorise l'impuissance publique

Si l'absence de plan LGBT, sorti il y a quelques semaines avec un an et demi de retard, était l'une des causes soulignées par l'ILGA du recul de la France, celui-ci est pourtant un joli document bien frileux et à peine soutenu. Nul doute qu'ILGA Europe n'appréciera guère les 2 élargissements du fichage global décidé avec « GendNotes » ces derniers mois et ces jours-ci avec de nouveaux décrets liberticides ! En octobre [nous analysons sévèrement ce plan](#) qui n'affiche aucune augmentation de moyen, et ne possède aucune ligne directrice. Un plan conçu comme une jolie liste de souhaits, plutôt que comme une feuille de route bâtie, financée et structurée. Il théorise l'impuissance publique à coups de formulations destinées aux administrations qui ne sont que gentiment invitées à agir. Les droits LGBTI+ ne sauraient être des directions que l'on peut « éventuellement » choisir de suivre !

Le PJJ bioéthique et la PMA maltraités, repoussés aux calendes grecques À ce jour, hélas, ni la PMA ni les autres contenus du projet de loi de Bioéthique, qui suscitent de nombreuses critiques de la part des associations LGBTI — pour leur transphobie notamment — ne sont en vigueur et ne le seront pas avant un moment. Le refus répété et entêté, malgré nombre de condamnations nationales et européennes en justice, d'accepter de traiter à égalité les enfants nés par GPA à l'étranger est aussi une tache indélébile et infamante pour ce gouvernement. Ces promesses de fier-à-bras restent encore des bégaiements et non des réalités concrètes accessibles à nos concitoyen·ne·s, cela faisant évidemment chuter le score de la France et continuer à décrédibiliser cette majorité.

Prétendre gagner la course, en n'en ayant parcouru qu'une petite moitié Enfin, sur une note plus légère, mais qui témoigne de la fébrilité de ce gouvernement. Le classement de l'ILGA Europe sort chaque année le 17 mai, comme toutes les associations et les personnes qui suivent ces questions le savent. Un classement indicatif en décembre n'est l'assurance de rien en mai, une fois que les structures associatives des différents pays auront pu faire part de leurs observations et remarques. Et à cette date, de nombreux ratés déjà réalisés laissent craindre que cette 4e place soit loin d'être conservée, hélas. Tout en sachant que le plus important, pourtant, reste le score atteint sur les critères de l'ILGA et, déjà là, la France est en retard sur elle-même. Nous encourageons donc le ministère à se mettre au travail, réellement, à être en lien avec toutes les associations plutôt qu'à gloser et prétendre agir quand tant reste à faire. Nous sommes prêts à le rencontrer pour lui proposer des pistes d'action.



Depuis 1983, HES — l'acronyme pour Homosexualités et Socialismes — association loi 1901, rassemble des personnes LGBTI+ (lesbiennes, gais, bis, trans, intersexes et plus), qui travaillent à faire avancer la large famille socialiste et radicale, toute la gauche, dans ses réflexions et ses propositions sur l'égalité et l'émancipation, contre les discriminations et pour l'égalité... bit.ly/CestquoiHES

Contacts Lennie Nicollet // lennie.nicollet@hes.lgbt // +33 6 78 84 32 00 Arnaud Hadrys // arnaud.hadrys@hes-france.org // +33 6 62 52 77 10

